

paix, pourvu que le cadre de cette conférence soit accepté par toutes les parties intéressées.

Le Canada s'attache en priorité à appuyer par des contributions concrètes les efforts des dirigeants qui ne craignent pas de prendre des risques pour la paix, par exemple, les rencontres au sommet intervenues l'an dernier entre M. Peres, alors Premier ministre d'Israël, d'une part, et le Président Moubarak d'Égypte et le Roi Hassan II du Maroc, d'autre part, ainsi que le leadership responsable exercé par le Roi Hussein de Jordanie. Parmi ces contributions, citons notamment: une aide substantielle à l'Égypte et à la Jordanie, importants États modérés; des programmes d'aide au développement dans les territoires occupés; des interventions en faveur des droits de la personne; et enfin, la participation à trois opérations de maintien de la paix dans la région, dont récemment la Force multinationale et d'observateurs dans le Sinaï.

Le Canada a contribué aux secours d'urgence acheminés par des organismes internationaux et des organisations non gouvernementales pour venir en aide aux personnes les plus directement touchées au Liban. Nous avons par ailleurs fait plusieurs démarches, tant en Syrie qu'au Liban, auprès des personnalités les mieux placées pour obtenir que le siège soit levé ou, tout au moins, que les secours puissent parvenir jusqu'aux camps.

Le Canada s'est joint aux efforts internationaux pour porter secours au Liban, apportant dernièrement des contributions spéciales à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine, au Comité international de la Croix-Rouge et au Conseil des Églises du Moyen-Orient. Nous cherchons à encourager une solution politique qui permette d'aboutir à une véritable réconciliation nationale dans ce pays.

Le Canada a rappelé son ambassadeur en Syrie après qu'il eut été prouvé devant des tribunaux du Royaume-Uni et de la République fédérale d'Allemagne que les autorités syriennes s'étaient rendues complices d'attentats terroristes perpétrés contre des objectifs civils dans ces

deux pays. L'ambassadeur retourna à Damas quatre mois plus tard, porteur d'un message sévère à l'intention des autorités syriennes à propos du terrorisme.

Le Canada a resserré ses liens avec la Jordanie au cours de la dernière année. M. Clark s'est rendu en visite dans ce pays en juin 1986. La Jordanie a par la suite été admise à bénéficier d'un programme d'aide de l'ACDI. D'autre part, la Société Petro-Canada pour l'assistance internationale a institué un programme de 19,1 millions \$CAN sur deux ans afin d'aider la Jordanie à effectuer les études sismologiques prévues dans le cadre de sa stratégie de mise en valeur des hydrocarbures.

Pour ce qui est du conflit irano-iraquien, le Canada a imposé un embargo sur les ventes d'armes aux belligérants, a appuyé vigoureusement les efforts internationaux visant à promouvoir un règlement négocié, et a effectué des démarches auprès des deux parties, les exhortant à entreprendre des mesures de conciliation et à respecter le droit international humanitaire.

Terrorisme international

Pour combattre le terrorisme, le Canada s'attache à élargir ses liens de coopération, aussi bien directement avec la France et d'autres pays de même opinion qu'au sein d'instances multilatérales comme l'Assemblée générale des Nations Unies. Dans cette optique, il cherche avant tout à faciliter les activités antiterroristes des pays du Sommet, dont le Canada et la France font tous deux partie.

Les possibilités de coopération avec les pays de la Communauté européenne se sont accrues en avril dernier lorsque le Solliciteur général du Canada, M. James Kelleher, a rencontré à Bruxelles ses homologues belge, britannique et danois, qui représentaient le Groupe Trevi des ministres de l'Intérieur et de la Justice des pays de la CE. La France a appuyé le Canada lorsque celui-ci a présenté à l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), à Montréal l'an dernier, une proposition visant l'application du régime «extradition-poursuite en justice» aux auteurs d'actes de violence dans les aéroports internationaux.